Le patron de la CAF a tenté, pendant plusieurs mois, de déjouer les manœuvres du président de la FIFA, Gianni Infantino, visant à lui trouver un successeur, rapporte Jeune Afrique dans un article publié dans son site internet ce 24 novembre, et réserve exclusivement à ses abonnés.

La chambre de jugement de la Commission d'éthique indépendante de la FIFA a prononcé, lundi 23 novembre 2020, une sanction à l'encontre du président de la Confédération africaine de football (CAF) et vice-président de la FIFA, Ahmad Ahmad, lui interdisant toute activité relative au football, pour une durée de cinq ans. Il devra en outre s'acquitter d'une amende s'élevant à 200 000 francs suisses (185 000 euros).

Pour **Ahmad Ahmad**, cette sanction est tout sauf une surprise. Selon les informations de Jeune Afrique, le patron de la Confédération africaine de football (CAF) avait été informé dès le mois d'octobre du fait que le rapport interne de la Fifa ne lui était pas favorable. Il a alors su [qu'il ne pourrait pas prétendre à sa réélection](#), en mars 2021, d'autant que [Gianni Infantino](#) lui cherchait déjà un successeur. Les deux hommes sont en délicatesse depuis l'arrestation d'Ahmad Ahmad en juin 2019, lors d'un congrès de la Fifa organisé en marge de la Coupe du monde féminine.

Eto'o

«Sachant que la Commission d'éthique indépendante de la Fifa tenait une épée de Damoclès au-dessus de sa tête, Ahmad a préféré proposer à l'ancienne star du football Samuel Eto'o, qui est également son conseiller spécial, de se porter candidat à sa succession (...) L'ex-capitaine des Lions Indomptables en a quand même informé le président camerounais, Paul Biya. Ce dernier lui a opposé une fin de non-recevoir.», croit savoir le média de basé à Paris.